

ils ont été tronqués, mal traduits et même falsifiés, — afin de faire croire au public qu'autrefois j'avais des opinions différentes de celles que j'ai maintenant. Un journal français a dit que "j'appelais de tous mes vœux la confédération des provinces." Mais je dis ici, comme je l'ai dit en 1856, et comme je l'ai dit en 1861, que j'ai toujours été et que je suis encore opposé à la confédération. Je vois dans le *Mirror of Parliament*, qui contient un rapport de mon discours, — bien que ce rapport soit très mauvais, — que j'ai dit en 1861 : "Il peut venir un temps où il sera nécessaire d'avoir une confédération de toutes les provinces ... mais le temps n'est pas encore arrivé pour un pareil projet." C'est là le discours que l'on a représenté comme signifiant que j'appelais la confédération de tous mes vœux, que rien ne me ferait plus plaisir. Eh quoi ! j'ai dit explicitement que bien qu'il pourrait arriver un temps où la confédération pourrait être nécessaire, elle n'était pas désirable dans les circonstances actuelles ! (Écoutez !) En 1862, je n'étais pas en parlement. L'administration CARTIER-MACDONALD fut renversée, et mon hon. ami le député de Cornwall (M. J. S. MACDONALD) fut appelé à en former une nouvelle. Il s'adressa à l'hon. M. SICOTTE pour organiser la section bascanadienne, tandis qu'il entreprenait lui-même de former celle du Haut-Canada. La question de la représentation basée sur la population se présenta de nouveau, et, cette fois, pour être réglée par le parti libéral du Haut-Canada, qui avait voté en sa faveur d'année en année ; — et lorsque j'arrivai à Québec, où j'avais été appelé par la voie du télégraphe, je trouvai que la question était réglée, et que la politique du nouveau gouvernement était que la représentation basée sur la population était exclue du programme ministériel. (Écoutez !) Le parti libéral du Haut-Canada, — à ma grande surprise, je dois le dire, — avait décidé que cette question n'était d'aucune importance, qu'il monterait au pouvoir exactement comme le parti conservateur l'avait fait auparavant dans une circonstance semblable, en 1854, et que les membres libéraux avaient décidé de soutenir une administration qui avait clos cette question, c'est-à-dire une administration dont tous les membres s'étaient engagés à voter contre la représentation basée sur la population. (Écoutez !)

M. RANKIN—Non, non !

L'Hon. A. A. DORION—Si ce n'est pas le cas, j'ai été mal renseigné ; mais j'ai

certainement compris que l'administration avait été formée avec l'entente que chacun de ses membres voterait contre la représentation basée sur la population chaque fois qu'elle se présenterait, et que le parti libéral du Haut-Canada supporterait cette administration ainsi formée. Dans tous les cas, le parti libéral du Haut-Canada a supporté pendant onze mois un gouvernement qui était engagé à exclure la représentation basée sur la population de la catégorie des questions libres, et à mettre cette question de côté.

M. MACKENZIE (de Lambton)—Non, Non !

L'Hon. A. A. DORION—J'entends un hon. membre dire que ce n'est pas le cas, ou qu'il n'a pas consenti à mettre de côté la question de la représentation basée sur la population ; mais s'il ne l'a pas fait alors, ne l'a-t-il pas fait depuis ? Il a déclaré dans une assemblée publique, il y a quelques jours, que la représentation basée sur la population n'était plus le remède qu'il fallait au Haut-Canada. Les membres du Haut-Canada qui entrèrent dans l'administration MACDONALD-SICOTTE avaient certainement abandonné la représentation basée sur la population, puisque chaque membre de cette administration était obligé de voter contre cette question. L'hon. secrétaire provincial a dit publiquement à Ottawa, en janvier 1864, qu'elle avait été abandonnée par le parti libéral lors de la Convention de Toronto en 1860, et bien qu'il ait été à cette époque ouvertement attaqué par le *Globe* et par les membres du parti qui regardent le *Globe* comme leur évangile politique, il a aujourd'hui la satisfaction de voir l'hon. membre pour Lambton et quelques autres, qui autrefois avaient des opinions très-exclusives sur cette question, reconnaître, comme ils l'ont fait à une assemblée publique qui a eu lieu à Toronto il y a environ trois semaines, qu'eux aussi considéraient que la représentation basée sur la population appliquée au Canada n'était pas un remède pour le Haut-Canada, que ce n'était pas une mesure sur laquelle les libéraux devaient insister, et qu'elle avait été ou devait être abandonnée. (Écoutez et riez.) Oui, la question a été en effet abandonnée lorsque, en novembre 1860, six cents délégués de toutes les parties du Haut-Canada se rendirent à la Convention réformatrice de Toronto, et convinrent de demander une confédération des deux provinces, en donnant à chacune d'elles une législature locale, avec quelque autorité collective pour les affaires générales communes à toutes deux. L'hon.